

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



8 septembre 2013

Réforme des retraites, bas salaires, chômage : ça suffit !

La réforme des retraites du gouvernement Ayrault est donc en route, et dans la droite ligne des réformes précédentes. Ayrault nous raconte qu'il ne touche pas à l'âge légal de départ ? Mais le nombre d'annuités pour bénéficier d'une retraite pleine sera augmenté encore et encore, jusqu'à atteindre 43 ans pour ceux nés après 1973. Il devient donc presque impossible de partir avec une retraite à taux plein à 62 ans. Il faudra travailler au-delà, ou bien partir avec une retraite sévèrement amputée... ou les deux à la fois ! Si nous laissons faire.

Aux salariés, et même aux retraités de payer !

On nous raconte qu'il faudrait augmenter les cotisations et que ce serait notre intérêt ? Que l'effort serait également réparti entre salariés et patrons ? Balivernes. Les patrons ont reçu l'assurance que les hausses de cotisations patronales seraient compensées par des baisses de cotisations pour les allocations familiales, ou d'impôts. Ils vont gagner d'un côté ce qu'ils peuvent perdre de l'autre. Pas de « hausse du coût du travail », leur a promis le gouvernement. Ce qui a valu au ministre des finances Moscovici d'être vivement applaudi à l'université d'été du Medef !

Mais comme le gouvernement s'apprête à faire de nouveaux cadeaux aux patrons, il devra bien prendre l'argent quelque part ! En augmentant la CSG, la TVA ou un autre impôt, ou en réduisant les budgets des services publics ? C'est à l'étude, c'est ce que vise le gouvernement... en faisant un peu plus les poches des travailleurs.

Le gouvernement compte même voler encore de l'argent aux retraités. Les plus isolés et les plus faibles ! Avec une modalité roublarde : en retardant d'avril à octobre les revalorisations des retraites, il compte grappiller 6 mois ! Soit par retraité, quelques dizaines d'euros environ économisées chaque année. Peu de choses, direz-vous ? Mais le gouvernement compte ainsi avoir économisé 1,7 milliard en 2020. Seuls ceux qui sont au minimum vieillesse seront épargnés, mais de justesse ! Tous les autres, même avec des revenus modestes, devront voir les prix augmenter tandis que leur pension reculera...

Ils nous parlent de croissance et d'emploi...

Hollande et Ayrault gouvernent bel et bien pour les patrons. Cet été, ils se félicitaient de la croissance retrouvée. Croissance des salaires et du niveau de vie ?

Non, croissance des profits des grandes entreprises ! Pour les travailleurs, prix et loyers caracolent en tête des hausses, loin devant les salaires. Et des patrons s'empressent d'utiliser la loi scélérate sur les accords « compétitivité emploi », adoptée par le gouvernement Ayrault, pour faire travailler en heures supplémentaires gratuitement ou pour carrément baisser les salaires.

... et n'augmentent que le chômage

A la hausse aussi, le chômage, alimenté par les licenciements à la chaîne qui continuent. Et pendant que les jeunes ne trouvent pas d'emplois, il nous faudrait trimer pendant 43 ans !

Or la première cause des déficits des caisses de retraite est précisément cette gangrène du chômage. Car ce sont des millions de cotisants en moins aux caisses sociales. Un trou énorme, qui ne cesse de se creuser.

Il serait urgent d'en finir avec cette dégradation de nos conditions de vie, par tous les bouts. Urgent d'augmenter les salaires et les pensions. Urgent de mettre un coup d'arrêt au chômage en interdisant les licenciements, et en partageant le travail entre tous, sans diminution de salaire évidemment. Urgent que notre colère qui gonfle, explose enfin et que le monde du travail fasse entendre sa voix. Le calme actuel est de ceux qui précèdent les tempêtes.

Les syndicats CGT, FO, Solidaires et FSU appellent à une journée d'action ce mardi 10 septembre, 14 h à République. La CFDT s'abstient, satisfaite de la réforme gouvernementale ! Participons le plus nombreux possible aux grèves et manifestations, en sachant bien qu'il ne suffira pas d'une grève d'un jour pour contrer les sales coups des patrons et de leur gouvernement !

PREC, démissions... et omissions

Sur l'intranet, le CE du 9 Août décomptait officiellement 77 dossiers soldés, 9 personnes ayant adhéré, et 43 seulement ont initialisé leur dossier. Les démissions n'y sont pas rapportées, encore moins les collègues en préavis... Mais vu la fréquence des pots de départs, elles sont pourtant légion dans les métiers dits « *en tension* », censés d'ailleurs offrir des postes en mobilité.

La pression ne va donc pas retomber, que ce soit chez ceux sur qui retombent les charges de travail ou chez ceux que la direction promettait à la suppression d'emploi.

Des salariés sous pression, promis aux surcharges et au gel des salaires : la direction risque l'explosion !

On va perdre notre Self-control

Lundi midi c'était la cohue au self toutefois pas en raison d'une quelconque amélioration. Mais un jour de pluie et de rentrée, difficile de boycotter. C'est là-dessus que comptent les directions de Kompass et PSA pour continuer à faire réduire le rapport qualité/prix, sur notre dos.

Pour nos assiettes aussi, si on veut se faire entendre il va falloir changer de braquet.

Ils peuvent toujours se brosser

Après avoir réduit fortement les effectifs des directions commerciales, PSA cherche des volontaires prêts à sacrifier leur week-end en venant à leurs frais pour vendre des 308 pour les portes ouvertes !

Avec les salaires qu'ils nous versent, ils voudraient encore qu'on fasse du bénévolat.

De quoi péter une durite

La direction à Aulnay a décrété qu'en plus du briefing du matin il y en aurait un deuxième à 14 h en fin de séance. Alors qu'il n'y a quasiment plus aucune production depuis des mois, les chefs pointent les travailleurs et ils osent menacer d'enlever 37 minutes à ceux qui seront absents. Jusqu'au bout, tous les prétextes sont bons à PSA pour voler de l'argent aux travailleurs.

PSA prépare l'avenir... de ses actionnaires

La direction veut imposer son « Nouveau Contrat Social » dès la fin octobre. Au programme : gel des salaires pour 2014, 15 et 16, temps de travail annualisé (pour payer moins d'heures supp), diminution ou suppression de primes (rentrée...) et de majoration (nuit, samedi...). Tout est possible, nous dit PSA, à condition de faire économiser 100 millions d'euros à la boîte et ses actionnaires, tandis que 340 millions sont alloués aux rachats et destructions d'actions.

Ce ne sont pas dans les réunions de la direction avec les pontes syndicaux que les travailleurs peuvent espérer quoi que ce soit. Les salariés devront se mobiliser et combattre bien plus largement, sans quoi

notre avenir sera saccagé par leur appétit insatiable de profits.

Au XXI^e siècle, le travail pénible ça se supprime

Le 7 octobre le gouvernement va soumettre au parlement un projet de loi sur la « mise en place d'un compte personnel de prévention de la pénibilité ». En clair les salariés soumis aux travaux les plus pénibles accumuleraient des points pour partir plus tôt à la retraite. Au maximum deux ans plus tôt. 20 % des salariés seraient concernés. Le Paon, le secrétaire de la CGT, se félicite même que le gouvernement ait calqué un projet de la CGT... Il n'y a pas de quoi être fiers, ce sont ces boulots pénibles qu'il faut supprimer, pour justement arriver à la retraite en bonne santé.

Du côté de Renault

Vendredi 28 juin dernier, à l'appel de quatre syndicats CGT, CFTC, SUD et FO, 300 travailleurs de la Sovab (groupe Renault) à Batilly (Meurthe-et-Moselle), où est fabriqué l'utilitaire Master, s'étaient rassemblés à 13h au changement de poste pour dire leur refus de l'application de l'accord central Renault dit « de compétitivité ». Chaque jour, 12 minutes de plus sans aucune contrepartie, pas d'augmentation annuelle des salaires, les 5 minutes d'arrêt de transition entre les deux équipes sont supprimées.

Contre ces accords répugnants, ceux de Renault ne se laisseront pas faire. Nous non plus !

Mensonges de Hollande et vrais buts de sa guerre

Moins fanfarons qu'il y a une semaine, Hollande et Fabius n'en continuent pas moins à claironner qu'ils sont les plus décidés à bombarder la Syrie. Même s'il leur faut attendre la décision américaine. Obama, lui, espère avoir l'approbation du Congrès. Mais il a droit à des manifestations anti-guerre dans son pays. Bien des Américains en ont déjà assez des guerres d'Irak et d'Afghanistan, des mensonges qui ont servi à les déclencher, de l'escalade qu'elles ont entraînée.

Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il ne s'agit, cette fois, que de « punir » Assad. Ce n'est pas lui qui recevra les bombes. Le véritable reproche que nos gouvernants font à Assad, qu'ils ont laissé pendant deux ans et demi massacrer son peuple, est de ne pas avoir réussi à rétablir l'ordre. Le but, ouvertement déclaré, de la démonstration de force en préparation c'est de tenter d'imposer une réconciliation aux chefs des deux camps rivaux : Assad d'un côté, officiers dissidents, chefs de guerre islamistes et notables du « gouvernement provisoire » autoproclamé, de l'autre.

Ce que veulent nos gouvernants, ce n'est pas libérer le peuple syrien. C'est ce compromis des chefs, sous leur houlette, qui permettrait de tenir à nouveau le peuple syrien d'une main de fer, de lui faire supporter sa misère. Et de faire craindre à tous les peuples du Moyen-Orient les bombes de l'Occident.